



CÉAS de la Mayenne
Centre d'étude et d'action sociale

29 rue de la Rouillère
53000 Laval
Tél. 02 43 66 94 34
Fax : 02 43 02 98 70
Mél. ceas53@orange.fr
Site Internet : www.ceas53.org

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire diffusé par
messagerie électronique aux seuls
adhérents du CÉAS.

Contributeurs pour ce numéro :
Claude Guioullier,
Nathalie Houdayer.

Vendredi 11 avril 2014

N° 545



Société

Accueillir des familles roms, c'était possible ! Le « Village de la solidarité » à Indre (Loire-Atlantique)

Dans le *CÉAS-point-com* n° 533 du 17 janvier 2014, nous rendions compte de l'expérience conduite à Indre, en Loire-Atlantique, une commune de 4 000 habitants dans l'agglomération nantaise. La commune a régulièrement suscité l'intérêt de la presse nationale pour son action volontariste en faveur des Roms. Cependant, il y avait, ce 23 mars 2014, des élections municipales...

Le maire divers gauche, Jean-Luc Le Drenn, candidat à sa propre succession, l'avait déclaré à *Libération* (31 octobre 2013) : « *On joue notre mandat sur des valeurs humanistes* »... Rappelons que la commune, entre autres, a créé un Village de la solidarité qui comprend cinq mobil-homes, accueillant des familles roms, et un sixième servant de pièce commune et de buanderie.

Cette initiative n'explique sans doute pas tout. Toujours est-il que la liste conduite par Jean-Luc Le Drenn est battue de 92 voix. Le nouveau maire s'appelle Serge David. Les deux hommes se connaissent bien. En 2006, ils se sont présentés sur la même liste ; le premier est maire et le second adjoint. En 2008, l'entente n'est plus possible et c'est Jean-Luc Le Drenn qui l'emporte. En 2014, Serge David prend sa revanche.

Quel impact a pu avoir la politique du maire sortant en faveur des Roms dans les résultats électoraux ? En tout cas, la déclaration du nouveau maire, Serge David, à *Ouest-France* (26 mars 2014), est sans ambiguïté : « *Une famille intégrée, c'est un mobil-home fermé. Jusqu'à la disparition du village* »... Et tant pis pour Nantes Métropole et l'Union européenne qui ont financé le projet... Tant pis pour la presse nationale qui se passionnait pour cette expérience... Et les Roms...



Gérontologie

Une place en maison de retraite coûte en moyenne 2 892 euros par mois

Selon les premiers résultats d'une enquête réalisée par l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH), à la demande de la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), on sait que pour 2012, le coût d'une place d'hébergement permanent en Ehpad⁽¹⁾ (soins de ville inclus) est de 34 707 euros par an, soit 2 892 euros par mois. Cette moyenne est calculée sur la base de données recueillies auprès de cinquante établissements volontaires, représentatifs de la diversité des statuts juridiques et options tarifaires des établissements.

Le coût total est supporté par les résidents ou leur famille, les conseils généraux et l'assurance maladie.

- Les résidents ou leur famille interviennent pour les dépenses d'hébergement et pour une partie des dépenses de dépendance.



⁽¹⁾ – Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

- Les conseils généraux sont concernés par les dépenses liées à la perte d'autonomie et éventuellement les dépenses d'hébergement, via l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et, le cas échéant, l'aide sociale à l'hébergement.
- L'assurance maladie, enfin, intervient pour les prestations de soins délivrées par l'Ehpad aux résidents, via la CNSA et les agences régionales de santé.

La construction du budget d'un Ehpad s'établit ainsi au travers de trois sections tarifaires : hébergement, dépendance, soins.

Selon l'enquête de l'ATIH, sur le coût total de 34 707 euros pour une place en Ehpad, 11 844 euros portent sur les soins (34 %) et 11 616 euros sur l'hôtellerie (33 %).

Aujourd'hui, une interrogation demeure, d'autant plus avec le changement de gouvernement, concernant le projet de loi « Autonomie » et sa réforme de la tarification, laquelle, de toute façon, ne devait intervenir que dans la seconde partie du quinquennat.



À vos agendas

Le jeudi 15 mai, à Laval : la réduction des risques en addictologie

Le jeudi 15 mai, de 14 h à 18 h 30, à l'amphithéâtre du Lycée agricole, 321 route de Saint-Nazaire (accès par la route de L'Huisserie), à Laval, le Réseau des intervenants en addictologie de la Mayenne (Riam), en partenariat avec le Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (Csapa 53), l'association Aides et la Maison de la Prévention, organise une demi-journée d'échanges sur la réduction des risques en addictologie.

La réduction des risques est « *un ensemble de stratégies visant à limiter les risques et les dommages sanitaires et sociaux liés à l'usage de drogues illicites* ». Ce concept a évolué et il concerne aujourd'hui les risques et les dommages induits par les consommations d'autres produits.

La réduction des risques part du postulat qu'un monde sans addiction n'existe pas. Elle adapte son message de prévention aux personnes, quel que soit leur parcours dans la consommation. L'enjeu de la rencontre est de se demander si la réduction des risques peut « *modifier, en profondeur et durablement, toutes nos pratiques actuelles de soins, d'accompagnement et de prévention* ». Bref, la réduction des risques, issue du champ de la toxicomanie, peut-elle s'adapter à d'autres domaines de la médecine, du travail social, de la justice ?

Inscriptions auprès du RIAM avant le 5 mai (riam53@orange.fr). Gratuit.

Programme

- **14 h à 14 h 30** : accueil et stands d'information.
- **14 h 30 à 16 h 30** : quatre ateliers (au choix).
 - 1) La réduction des risques en dehors du champ de l'addictologie**, avec le Dr Albert Aflalo, médecin de prévention, et Jean-Louis Boutier, pharmacien.
 - 2) Consommation contrôlée : utopie ou pragmatisme ?**, avec Robert Hersant, directeur de l'Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (Anpaa 53), et Gilles Monsallier, coordinateur Alcool Assistance de la Mayenne.
 - 3) La réduction des risques en toxicomanie**, avec le Dr David Le Boulanger, médecin alcoologue au Csapa 53 et à l'Équipe de liaison et de soins en addictologie (Elsa) du Centre hospitalier du Haut-Anjou, et Vincent Meignan, chargé de projets Caarud – Aides 53.
 - 4) La cigarette électronique : aide ou intox ?**, avec Patricia Lavollo, présidente de la Chambre syndicale des buralistes de la Mayenne, et le Dr Catherine Bouté, médecin responsable de l'Institut interrégionale pour la santé (Irsa).
- **17 h à 18 h 30** : conférence sur le thème « Réduction des risques et contre-pouvoirs : l'usage, l'usager et la relation d'aide », avec Aurélie Haas, chargée de missions nationales Réduction des risques et actions en milieu pénitentiaire à Aides, et Matthieu Fieulaine, anthropologue, animateur de prévention à l'Anpaa des Bouches-du-Rhône.

Le vendredi 18 avril, à Sainte-Suzanne Patrimoine architectural entre Erve et Charnie

Le vendredi 18 avril, à 18 h, grande salle du Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP) de Sainte-Suzanne, Nicolas Foisneau et Christian Davy animeront une rencontre-dédicace à l'occasion de la parution d'un ouvrage recensant le patrimoine architectural, dans toute sa diversité, entre Erve et Charnie. Ils présenteront les principaux résultats du travail de recherche mené pendant plusieurs années dans ce territoire.

Entrée libre.



« On dit la société française fatiguée. Mais cette fatigue est psychologique et non physique. Bien sûr, la crise est là. Mais elle n'explique pas tout. Les conditions et le cadre de vie des Français restent exceptionnels en comparaison du reste du monde, mais les Français sont les plus pessimistes. Un ressort s'est cassé. Le monde politique y a sa part de responsabilité. À toujours traiter les problèmes en surface, à rester attaché à des modes de pensée et d'action sans rapport avec les réalités, à prendre l'agitation pour du volontarisme, à garder l'œil fixé sur les humeurs publiques et les sondages plutôt que sur l'horizon à long terme, le monde politique a troqué son devoir contre ses intérêts. (...) On ne retrouvera le chemin de la confiance qu'en concevant la politique autrement. »

Pierre Calame, président de la Fondation Charles-Léopold Mayer,
« Municipales : renouveau démocratique ? » (point de vue),
Ouest-France des 24 et 25 décembre 2013.